



Kenya

DANIEL ARAP MOI

Contexte

Daniel Arap Moi dirigea le Kenya du 22 août 1978 à décembre 2002, où il perdit les élections présidentielles. Durant ces 23 années de pouvoir, il met en place un régime dictatorial et corrompu qui pillera, selon la Commission anti-corruption créée à sa chute par le nouveau président Kibaki, 3 milliards \$ (9% du PNB du Kenya en 2004 !).

L'ONG *Transparency International*, elle, parle de plus de 600 millions \$ détournés²⁰⁴, tandis que le rapport du détective Jules

Kroll estime qu'Ararap Moi a détourné deux milliards de dollars des caisses de l'État²⁰⁵. La famille détenait plus de sept palais au Kenya et avait des actions dans les trente entreprises les plus importantes du

pays. À cette époque, 70% des Kenyans étaient au chômage. La corrup-

tion et le pillage des fonds publics étaient monnaie courante au sommet de l'État kenyan. Dès novembre 1991, des juristes, des ecclésiastiques et des professeurs kenyens, citant des sources du Fonds monétaire international (FMI) dans un document adressé aux grands pays créditeurs du Club de Paris, dénonçaient que, de juin 1988 à juin 1991, 1,3 milliard de dollars avaient illégalement quitté le pays, soit l'équivalent de 40% de l'aide publique extérieure reçue sur cette période.²⁰⁶ Puis vint l'affaire Goldenberg, une société indienne qui, en 1993, aurait passé un contrat avec le ministère des Finances kenyan en vertu duquel il était versé « une compensation », à hauteur de 12% des exportations de pierres précieuses et d'or que la société réalisait. Ce système a donné lieu à un détournement massif de fonds publics impliquant les plus hauts personnages de l'État, comme Arap Moi. La situation kenyane amène alors les États étrangers à arrêter ou à diminuer leur aide. Dès 1990, la Norvège cesse toute relation avec Nairobi. En 1991, le Danemark bloque un programme de développement rural après avoir constaté la disparition de 33 millions de dollars. Londres met un terme à ses subventions à l'huile de consommation courante, l'argent risquant de se retrouver dans la poche du clan au pouvoir. La même crainte amène la Banque mondiale à bloquer un programme énergétique de 100 millions de dollars. Un rapport de l'ambassade des États-Unis, au début des années 90, désigne M. Moi, en même temps que MM. Biwott, Oyugi et le vice-président George Saitoti, comme les principaux bénéficiaires de la corruption.²⁰⁷ John Githongo, conseiller du président Kibaki en matière de corruption, va jusqu'à affirmer que « sous le régime d'Ararap Moi, le Kenya perdait un milliard \$ par an à cause de la corruption et du délitement des institutions. »²⁰⁸

Procédures

Le président kenyan Kibaki s'engagea en 2003, à peine arrivé au pouvoir, à lutter contre la corruption et à rapatrier les fonds volés par la famille Moi. Il limo-

204 Transparency International, 2005, *Rapport global sur la corruption 2005*, Rapport pays : Kenya, p. 212.

205 Xan Rice, 31 août 2007, « The looting of Kenya », *The Guardian*.

206 International Herald Tribune, 22 octobre 1991. On retrouve les chiffres de l'aide au Kenya à partir de 1990 sur <http://www.delken.ec.europa.eu/en/publications/EU%20brochure.pdf>.

207 *Idem*.

208 Daniel Scher, 2005, *Repatriating Africa's looted billions*, *Institute of Security Studies*, Pretoria.



gea ainsi une partie de la magistrature kenyane, « soupçonnée de corruption », et demanda l'aide d'un cabinet d'enquêteurs américains, Kroll Associates, spécialiste des affaires de restitution d'avoires illicites²⁰⁹ et qui avait mis à jour le scandale Goldenberg. Il fut soutenu dans cette démarche par les institutions internationales. Le rapport a été publié en avril 2004, mais il est resté confidentiel jusqu'en août 2007, lorsqu'un site web contre la corruption, Wikileaks, l'a mis à disposition du grand public.²¹⁰ L'argent aurait été blanchi dans plusieurs banques kenyanes, notamment la Trans-National Bank avant d'être transféré dans plus de trente pays, dont le Royaume-Uni, Jersey, la Suisse, la Belgique, le Luxembourg... L'ex-dictateur et ses proches, notamment Joshua Kulei, son conseiller personnel, auraient également acquis plus d'une dizaine de propriétés à Londres, New York, en Afrique du Sud, en Namibie ou encore en Australie, où la famille possède une ferme de plus de 10 000 hectares. Le système de détournements était bien rodé, les fils et les proches du dictateur détenant plusieurs banques au Kenya mais aussi en Belgique. Ils avaient également pris de nombreuses parts dans des entreprises kenyanes, notamment une compagnie de télécommunications, partenaire de Vodafone.

Kibaki ordonna une enquête dans son pays, manifestement sans vouloir qu'elle aboutisse. Lui-même était fragilisé, au même moment, par une autre affaire de corruption, connue sous le nom d'Anglo Leasing, dans laquelle étaient impliqués plusieurs membres de son gouvernement²¹¹. Il fut impossible d'inculper les proches d'Arap Moi et Arap Moi lui-même, qui a toujours une certaine influence dans les milieux politiques et économiques. Il a notamment annoncé son soutien à la réélection de l'actuel président Kibaki fin août 2007, peu de jours avant la publication du rapport Kroll.

La Commission Goldenberg n'aboutit à rien et John Githongo, l'homme le plus engagé pour récupérer les fonds d'Arap Moi, fut conduit à la démission, en février 2005, après avoir reçu des menaces de mort. Il était alors à la tête de la commission anti-corruption. Depuis, il s'est exilé au Royaume-Uni où il continue ses investigations. En février 2006, il publie un rapport mettant en cause plusieurs ministres kenyans et des entreprises britanniques.²¹² Pour lui et de nombreux observateurs, l'actuel président et son gouvernement utiliseraient les mêmes combines que Moi pour détourner de l'argent des caisses de l'État.

À ce jour, aucun pays n'a gelé ou saisi les fonds du clan Arap Moi. **Le Royaume-Uni** a lancé plusieurs enquêtes sur les affaires de corruption au Kenya, allant en 2005 jusqu'à geler des fonds appartenant à Arap Moi. Depuis, ces fonds auraient été débloqués.²¹³ À la suite de la publication du rapport Kroll sur internet, le porte-parole du gouvernement kenyan a déclaré avoir essuyé plusieurs refus du Royaume-Uni auquel le Kenya avait demandé de l'aide.²¹⁴ Ces propos furent aussitôt condamnés par le gouvernement britannique, affirmant s'être toujours tenu prêt à aider à la restitution des fonds et expliquant que le Kenya n'en avait jamais fait la demande. En octobre 2007, le Bureau des Fraudes de sa Majesté (Service Fraud Office) a lancé une nouvelle procédure impliquant l'État kenyan. Les entreprises britanniques auraient obtenu d'énormes contrats du gouvernement kenyan sous les présidences de Daniel Arap Moi et Mwai Kibaki. Les enquêteurs ont découvert que beaucoup de ces contrats étaient factices et couvraient, en fait, des détournements facilités par l'État kenyan. L'enquête du SFO se concentre sur le transfert de millions de livres Sterling dans des comptes ouverts à Guernesey et Jersey contrôlés par Andrew McGill, un trafiquant d'armes de 64 ans originaire

209 Kroll Associates a notamment enquêté sur les fonds Duvalier, Marcos, Saddam Hussein... (Voir Vincent Nouzille, 3 décembre 1992, « Jules Kroll, le détective multinational », *L'Expansion*.)

210 Le rapport peut être téléchargé sur : https://secure.wikileaks.org/leak/KTM_report.pdf. Voir également http://wikileaks.org/wiki/The_looting_of_Kenya_under_President_Moi.

211 Cette affaire a notamment entraîné le gel d'un prêt de 83 millions de livres sterling de l'Union européenne au Kenya.

212 Fergal Keane, 9 février 2006, « A fearless Kenyan whistle-blower », *BBC News*.

213 Marc Roche, 23 mai 2006, « Petits arrangements entre amis à la City », *Le Monde*.

214 Alfred Mutua : "Some of the money is in UK bank accounts. We have asked the British government to help us recover the funds, but so far they have refused." in Xan Rice, 31 août 2007, « The looting of Kenya », *The Guardian*.

de Fife (Écosse). Des documents publiés par le journal *The Guardian*²¹⁵ démontrent que le financement de certains des 18 contrats d'équipement de sécurité suspects, au centre de l'enquête, était géré par la société Investec Trust, qui s'occupait de ces affaires depuis 2001 au travers de comptes ouverts à la HSBC de Guernesey et la Standard Chartered à Jersey.

Dernier coup de théâtre, le parlement kenyan a voté, en septembre 2007, une loi protégeant tous les députés et membres du gouvernement de toute poursuite pour des délits commis avant 2003, assurant aux corrupteurs de beaux jours devant eux²¹⁶. C'est dans ce contexte que la manipulation électorale par laquelle Kibaki comptait se maintenir au pouvoir, lors du scrutin du 27 décembre 2007, à mis le feu aux poudres. Les partisans du principal candidat d'opposition ont violemment contesté l'issue du scrutin et la répression policière a fait plusieurs morts. Le Kenya s'est alors enfoncé pendant plusieurs semaines dans l'engrenage d'une violence extrême, les forces politiques attisant les tensions ethniques, avant qu'un calme relatif ne revienne au printemps 2008.

215 David Pallister, 1 octobre 2007, « Fraud office inquiry into UK links to Kenyan cash and arms scandal », *The Guardian*.

216 Xan Rice, 14 septembre 2007, « Kenya's elite escape action over corruption », *The Guardian*.



Contexte

Le magazine *Forbes* estime la richesse de la famille Suharto à 4 milliards de \$, dans sa liste des personnes les plus riches du monde du 6 juillet 1998. L'ONG *Transparency International* l'évalue entre 15 et 35 milliards de dollars.²¹⁷ Selon certaines sources, la fortune familiale pourrait même approcher les 40 milliards de dollars²¹⁸, ce qu'ont dénoncé comme « sans fondement » les avocats de la famille. Quoi qu'il en soit, le clan Suharto compte parmi les plus riches familles du monde. Mohamed Suharto a dirigé l'Indonésie de 1967 à 1998, où il fut chassé du pouvoir. Sa fortune gigantesque provient en majorité de son empire de la presse et de toutes ses ramifications. Le clan Suharto détenait des participations dans plus de mille sociétés, dispersées à travers le monde : États-Unis, Pays-Bas, Nigeria, Vanuatu... Il avait également créé des fondations ou associations à vocation sociale pour détourner des fonds publics. Par ailleurs, la famille Suharto posséderait un ranch en Nouvelle Zélande d'une valeur de 4 millions \$ et un luxueux yacht de la même valeur. Le fils Tommy, ancien golden-boy, posséderait 75% de parts d'un terrain de golf et de 22 appartements à Ascot (Angleterre). Bambang, le deuxième fils, a un appartement luxueux à Singapour (8 millions \$) et une maison à Los Angeles (12 millions \$), à côté de la maison du troisième fils, Sigit (9 millions \$). A côté des biens immobiliers, la famille posséderait une véri-

217 Transparency International, 2004, *Rapport global sur la corruption 2004*, Berlin.

218 Voir Radio Canada, 16 septembre 1998, « Enquête sur la fortune de Suharto » et Richard C. Paddock et Paul Watson, 27 janvier 2008, « Indonesia's Suharto dies », *Los Angeles Times*.

